

*d'aujourd'hui ne sont rien et donnent la preuve qu'il faut rétablir l'autorité de la France, surtout contre ceux qui font le jeu de l'étranger. Nous sommes en marche pour prendre la place de ceux qui nous gouvernent et ces manifestations cesseront, car bientôt nous aurons les moyens de les faire cesser ».*

Dans le même temps, le RPF, lors de son conseil national du 1.10.1948, précise ses intentions :

*« On est déjà sorti de la légitimité ; si les communistes revenaient au gouvernement, on achèverait de sortir de la légalité ».*

Et il va sans dire que le Rassemblement s'est à priori préparé matériellement et structurellement à une telle éventualité. Son fort SO est armé. Ses amitiés dans la police, l'état-major sont considérables. Chaque fédération départementale dispose d'un émetteur-récepteur. Depuis février 48, les quartiers de Paris sont divisés en « îlots » comprenant chacun des subdivisions qui ont à leur tête un responsable qui doit parfaitement connaître les 20 adhérents à proximité de son domicile. Il est inutile de préciser que le coup de force envisagé se ferait avec la bénédiction et le soutien actif de la bourgeoisie, de tous les anti-communistes et de tous les rescapés fascistes. On comprend pourquoi alors, l'émergence d'un quelconque groupe fasciste, et a fortiori son développement n'est guère possible à ce moment au vu de l'espace politique que recouvre le RPF.

Mais malheureusement pour le général et ses lieutenants, son projet politique de création de l'Etat fort ne rentre pas encore dans les vues de l'ensemble de la bourgeoisie. Certes le RPF a rendu de signalés services par sa campagne anti-communiste virulente ; certes il a permis une solide reprise en main de l'Etat et a représenté un outil important pour endiguer le mouvement ouvrier. Mais pour autant, les projets globaux du capitalisme français, aussi bien pour ce qui est de la politique intérieure que de la politique extérieure ne sont plus en concordance avec ceux du général :

— le plan Marshall et ainsi l'accentuation de la main-mise de l'impérialisme US sur la France ne correspondent guère à son nationalisme ;

— les institutions parlementaires de la IVème République, qui traduisent le nécessaire appui de la grande bourgeoisie sur la petite et moyenne bourgeoisie face au mouvement ouvrier, ne peuvent cadrer avec la vision qu'a de Gaulle de l'Etat fort. Aussi, petit à petit, à partir de 1950, les soutiens financiers et politiques se font plus rares. De nouveaux partis conservateurs se créent tels le Centre National des Indépendants (CNI) prenant au fur et à mesure la clientèle électorale du RPF. C'est ainsi que lors du congrès national de son mouvement en mars 1953, de Gaulle peut clairement expliquer qu'en 1947-48 le rassemblement « a rempli sa première fonction immédiate : rendre un peu de confiance au pays, faire reculer le communisme ». Que, par contre, la réalisation de la deuxième n'a pu être menée à bien car « dans le régime, le régime a été plus fort que nous ». Son accomplissement reste cependant essentiel : « nous devons y parvenir, conclut-il, quelle que soit la veulerie du pays et que je reconnais. Il n'y a aucun doute que la